

Monsieur Emmanuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Mauguio, le 25 septembre 2016

Monsieur Le Premier Ministre,

Nous venons, par la présente, vous alerter sur **la situation critique et inique** dans laquelle se trouve notre profession.

En septembre, vous avez levé le voile sur les différents "cadeaux fiscaux" du budget 2017. Principaux bénéficiaires : les retraités, les classes moyennes et les entreprises. Si nous ne pouvons que nous réjouir pour l'ensemble de ces catégories de la population française, il n'empêche que cela nous rend perplexe... c'est un doux euphémisme !

Savez-vous, Monsieur le Premier Ministre, que **le mode de fonctionnement fiscal de toute infirmière libérale s'apparente à celui d'une entreprise, avec son immuable corolaire de charges, de taxes et de prélèvements en tous genres ?** Et pourtant, le régime fiscal de l'impôt sur les sociétés **omet délibérément de prendre en compte les entreprises libérales et les professions libérales** telles que les infirmières et les infirmiers libéraux de France. Savez-vous, Monsieur le Premier Ministre, que nous travaillons 50 à 70 heures par semaine ? Les dimanches, les jours fériés et même les nuits ? Et ce quelles que soient les conditions météorologiques, puisque c'est la qualité des soins à apporter à nos patients qui dictent notre emploi du temps.

Savez-vous également, Monsieur le Premier Ministre, que de moins en moins de citoyens paient l'impôt sur le revenu ? Et qu'il faut donc répartir l'ensemble des charges de l'État – qui ne semble pas décroître, lui – sur une frange de la population de plus en plus réduite ? Vous ne connaissez sans doute pas la meilleure : **les infirmières libérales font justement partie de cette catégorie pour laquelle aucune baisse n'est jamais consentie.** Pire : nos cotisations comme notre imposition n'ont de cesse de grimper ! Jusqu'où ira cette inflation ? **Qu'attendez-vous pour briser le cercle vicieux dans lequel vous nous avez enfermées ?** Savez-vous seulement que le nombre d'infirmières en faillite, acculées par les charges, ne cesse d'augmenter ?

Souvenez-vous du discours tenu par vos prédécesseurs : on nous promettait de "travailler plus pour gagner plus". Aujourd'hui, **notre profession doit "travailler plus pour payer plus... ce qui nous entraîne fatalement à travailler plus... pour ensuite payer encore plus" !** Un système totalement absurde qui a enfanté un monstre d'injustice : **la "double peine"**. Et vous en êtes en partie responsable, vous, chef d'un Gouvernement qui se veut socialiste ! Et qui, faut-il le rappeler, avait, en son temps, aboli la peine de mort. Vous êtes pourtant en train de la restaurer – pour les infirmières libérales, tout du moins – **au travers de l'application de "la Loi de Santé"**. Quel méfait avons-nous donc commis pour mériter pareil traitement ?

Finally, **your Government will be the one that will lead us to "work more to earn less", forcing even a part of liberal nurses to pursue an ancillary activity**, in parallel, such as the care of elderly people. Inadequate pensions, deductions and charges are increasing: a lamentable and terribly unjust situation, given the investment in our profession, in terms of hours worked and energy expended.

Do you not think it is time to look things in the face? Do you not think you should take account of the **fundamental role played by liberal nurses, both vis-à-vis of what constitutes the very heart of our profession – public health – and in relation to the role we play in the territorial network**, since we are one of the rare professions to be found, every day, in all the layers of the "social fabric" that makes up our society.

For all this and for all the efforts that we consent to make in our daily lives, we ask you, Monsieur le Premier Ministre, to have **at least a minimum of recognition of our situation, and to translate this by concrete acts**. Thus, as you know, the taxes that liberal nurses pay are very different from those that companies pay, since after having established their "income statement", the nurse is taxed on her income. **It is therefore on social or fiscal charges – whatever they are – that we ask the State to intervene**. It is by acting on this lever that the Government will be able to **accompany, support and ease a profession that cares for and takes charge of millions of French people at home**. The way, finally, is to **recognize and value** liberal nurses and liberal nurses in France.

Esperant avoir été entendue, souhaitant sincèrement recevoir de vos nouvelles avant la prochaine échéance présidentielle, nous vous prions de croire, Monsieur Le Premier Ministre, à l'assurance de nos respectueuses salutations.

Ghislaine Sicre
Présidente de "Convergence Infirmière"

